

Commune de RONCHAMP

Mairie

2 place de la Mairie

BP 8

70250 Ronchamp

Construction d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur

CCTP CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot N° 00 PRESTATIONS COMMUNES

MAITRISE D'OEUVRE

Architecte

Atelier d'architecture BRAVO

24 rue Jules Jeanneney

70300 LUXEUIL LES BAINS

Téléphone: 03 84 40 99 53

Télécopie: 03 84 40 99 54

E-mail: archichapellebravo@orange.fr

BET

ENERGIE CONCEPT

16 rue de la République

68040 INGERSHEIM

Téléphone: 03 89 27 02 71

Télécopie: 03 89 27 10 43

E-mail: energie.concept@wanadoo.fr

PRESTATIONS COMMUNE

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	3
OBJET DU MARCHÉ.....	3
CARACTERISTIQUE DU SITE	3
CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	3
LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT BATIMENT.....	3
PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS.....	3
DEFINITION DU CCTP.....	3
NOTATIONS UTILISEES DANS LE CCTP	3
DESIGNATION DES GRANDEURS.....	3
MARQUES COMMERCIALES	3
DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETAT.....	4
LOTS DE TRAVAUX.....	4
CORPS D'ETAT	4
DEFINITION DES PRESCRIPTIONS GENERALES ET PARTICULIERES	4
DEFINITION DES ARTICLES.....	4
TRANCHES DE TRAVAUX	4
TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART	5
TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES (LISTE GLOBALE)	5
TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES	5
DOCUMENTS DU JOURNAL OFFICIEL	5
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES	5
DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES.....	5
NORMES	6
REGLES DE CALCUL.....	6
CAHIERS DU CSTB	6
GUIDES TECHNIQUES	6
RECOMMANDATIONS DE LA CNAM.....	6
SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER	6
GENERALITES.....	6
MISSIONS POUR UNE OPERATION DE 3EME CATEGORIE	6
FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	7
QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE	7
MATERIAUX	7
RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES.....	7
PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES	7
PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT	7
PLANS DE RECOLEMENT	7
CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
TROUS, SCELLEMENT ET MENUS OUVRAGES	7
CONTROLE INTERNE	8
PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES	8
NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS	8

GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE	8
--	---

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

OBJET DU MARCHÉ

CONSTRUCTION D'UNE CHAUFFERIE BOIS AU COLLEGE DE RONCHAMP

CARACTERISTIQUE DU SITE

Altitude : 750 m NGF environ
Mise hors gel : 0.90 m
Neige : zone C
Vent : zone 2
Sismique : zone 1A

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

Classement de l'établissement (au sens de la réglementation relative à la protection contre les risques d'incendie dans les Etablissement Recevant du Public « ERP ») : 3^e catégorie type R

LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT BATIMENT

Pour cette opération, la liste des lots de travaux et des corps d'état s'établit ainsi :

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

01 - Gros œuvre

02 – Placoplâtre, flocage

03 - Menuiserie bois

04 - Serrurerie

DEFINITION DU CCTP

Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) vient préciser l'ensemble des prestations que l'entrepreneur doit prévoir dans son offre. L'entreprise devra notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- l'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages,
- la découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le maître d'oeuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions ; dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans,
- lorsque le quantitatif est établi par le maître d'oeuvre, le contrôle des quantités. Si aucune observation n'est présentée à ce sujet à ce sujet lors de la remise des offres, l'entreprise ne pourra prétendre à quelque réajustement que ce soit concernant les quantités effectivement mises en oeuvre.

Toute omission en limite de prestations entre corps d'état sera à la charge de l'entreprise.

Dans le cas d'une réhabilitation, toutes les cotes portées aux plans sont à vérifier sur place avant commande de fourniture ou travaux.

NOTATIONS UTILISEES DANS LE CCTP

Le présent CCTP fait appel aux conventions de notation suivantes :

DESIGNATION DES GRANDEURS

La longueur (L), la largeur (L ou W), la hauteur (H), l'épaisseur (E), la profondeur (P), le diamètre (D), le volume (V) etc. sont mentionnées en abrégé dans le libellé des articles ci-dessous.

Exemple : Fenêtre L120-H135 cm

MARQUES COMMERCIALES

Il est parfois indiqué, dans le corps du descriptif, des noms de marques commerciales. Les entreprises sont tenues de s'en tenir aux produits spécifiés. Cependant, dans le cadre de marchés publics, les entreprises ont le droit de proposer et de mettre en oeuvre des produits qui soient techniquement et esthétiquement équivalents aux ouvrages décrits dans le CCTP. Sauf accord préalable de l'architecte, toute autre modification des prestations sera refusée, tous les frais de remplacement étant à la charge de l'entreprise défaillante.

DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETAT

LOTS DE TRAVAUX

Les travaux faisant l'objet du présent CCTP sont divisés en "lots de travaux" pouvant donner lieu chacun à un marché de travaux.

Un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots. Dans ce cas, l'entreprise est tenue de présenter une offre chiffrée pour chaque lot qu'elle souhaite se voir attribuer, de telle sorte que le jugement des différentes offres ou propositions reçues puisse être fait pour chaque lot considéré séparément.

CORPS D'ETAT

Chaque lot de travaux peut, éventuellement, être décomposé en " corps d'état " correspondants à des spécialités techniques différentes.

La partie de descriptif correspondant, par exemple, au corps d'état n°01 = GROS ŒUVRE est paginée en partie haute, côté droit, selon la notation 01-1, 02-2, etc.

DEFINITION DES PRESCRIPTIONS GENERALES ET PARTICULIERES

Chaque lot est divisé en deux parties :

- PRESCRIPTIONS GENERALES : celles-ci contiennent les dispositions réglementaires, les modes opératoires courants et l'obligation d'une assurance qui s'appliquent généralement à toutes les opérations.

En ce qui concerne la partie réglementaire :

- Les références aux différentes normes (NF, EN, UTE, ISO, etc.) incluent, quand elles existent, les différentes parties de ces normes ;
- Les dates indiquées en fin de libellé sont celles de la prise d'effet de la dernière mise à jour du document.

- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES : celles-ci ont pour rôle de définir précisément, à propos de chaque ouvrage :

- sa nature et celle de ses principaux composants ou accessoires ;
- ses particularités de mise en œuvre ;
- ses caractéristiques qualitatives et dimensionnelles ;
- sa provenance, avec éventuellement, la référence commerciale ;
- sa localisation dans l'ouvrage.

DEFINITION DES ARTICLES

Les éléments de décomposition les plus fins sont appelés "articles" et sont les seuls à recevoir une numérotation : par exemple, la notation... 01.5. Article X... signifie qu'il s'agit :

- du corps d'état 01 GROS ŒUVRE
- du 5° article à l'intérieur de ce corps d'état
- de l'article X

Chacun de ces articles est repris avec la même dénomination dans le quantitatif estimatif et donne lieu à l'établissement d'un prix partiel en appliquant le prix unitaire retenu aux quantités à mettre en œuvre. Si le dossier de consultation ne comporte pas de devis quantitatif, les quantités seront établies par l'entreprise.

TRANCHES DE TRAVAUX

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches de travaux, l'ouvrage étant réalisé en une seule fois.

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES - REGLES DE L'ART

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre. En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions, etc.

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES (LISTE GLOBALE)

Les offres des entreprises devront tenir compte pour la réalisation des ouvrages :

- des règlements en vigueur un mois avant à la date de l'appel d'offres, notamment en ce qui concerne les règlements de construction, règlements acoustiques, thermiques et relatifs aux économies d'énergie, quand bien même la description des ouvrages serait incomplète ou erronée

- des règles générales de mise en oeuvre dites REGLES DE L'ART :

- Les lois, décrets, arrêtés et circulaires en vigueur en France un mois avant la remise des offres
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales,
- Les Documents Techniques Unifiés y compris cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques et mémento éventuels
- Les Normes Françaises édictées par l'AFNOR,
- Les Avis Techniques publiés par le C.S.T.B,
- Les exemples de solutions,
- Les documents et recommandations publiés par les Syndicats des entrepreneurs ou d'artisans,
- Les Notices Techniques et modes de mise en oeuvre éditées par les fournisseurs et marchands des matériels et matériaux constitutifs du projet,
- Les documents et notices publiés ou règles de mises en oeuvre imposées par les Services concédés, tels que ELECTRICITE DE FRANCE-GAZ DE FRANCE, FRANCE TELECOM, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville dans laquelle est situé le chantier, etc.

- des textes mentionnés ci-dessous :

TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

- Code de la Santé publique
- Code du Travail
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Code des Télécommunications
- Arrêtés préfectoraux en vigueur sur le lieu de la construction
- Arrêté d'alignement éventuel
- Règlements locaux d'urbanisme concernant les clôtures
- Prescriptions imposées par le secteur local d' ELECTRICITE DE FRANCE
- Prescriptions de la section locale de GAZ DE FRANCE
- Recommandations de la COMPAGNIE DES EAUX locale
- Code de la Santé publique
- Décrets , arrêté et circulaires en vigueur

DOCUMENTS DU JOURNAL OFFICIEL

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES

DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

- Documents Techniques Unifiés applicables aux travaux de ce(s) corps d'état

NORMES

- Nota : la date mentionnée concerne la date de prise d'homologation prononcée par l'Association française de normalisation, qu'il s'agisse d'une première parution ou d'une modification. Lorsqu'une norme comprend plusieurs parties, elles ne sont pas mentionnées.
- Normes françaises et européennes applicables aux travaux de ce(s) corps d'état

REGLES DE CALCUL

CAHIERS DU CSTB

GUIDES TECHNIQUES

RECOMMANDATIONS DE LA CNAM

SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

GENERALITES

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise

La mission globale du coordonnateur SPS pour une opération de construction comprend les éléments de mission conformes à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

La mission confiée au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage se décompose en éléments de mission précisés au présent chapitre.

Le coordonnateur SPS de conception assure le passage des consignes et la transmission des documents au coordonnateur SPS de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

La mission du coordonnateur SPS comprend les éléments mentionnés au paragraphe ci-dessous.

MISSIONS POUR UNE OPERATION DE 3EME CATEGORIE

Phase Conception

- Coordination de la mise en oeuvre des principes généraux de prévention,
- Création et tenue du Registre Journal (RJ) de la coordination défini à l'article R.238.19,
- Constitution et mise au point du Dossier d'Intervention Ulérieure (DIU) sur l'ouvrage, défini aux articles L.235.15 et R.238.37 à R.238.39,
- Examen des dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Phase Réalisation

- Coordination de la mise en oeuvre des principes généraux de prévention,
- Organisation des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, où sont traités la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé,
- Mise à jour et tenue du Registre Journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération, définies à l'article R.238.19,
- Mise à jour et adaptation du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'ouvrage, définies aux articles L.235.15 et R.238.37 à R.238.39 et remise finale contre procès verbal, accompagné du dossier de maintenance des lieux de travail fourni par le maître d'ouvrage (art.R.235.5).

FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

En cas de découverte fortuite de monuments, ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisations antiques, inscriptions et plus généralement d'objets concernant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie, la numismatique, etc. les stipulations de la loi du 27 septembre 1941, y compris additifs et modifications, seront strictement appliquées.

Le chantier de fouille sera conduit avec toutes les précautions nécessaires pour assurer la conservation des éventuelles découvertes. En cas de trouvaille, l'Architecte des Bâtiments de France devra être immédiatement avisé.

QUALITE DES MATERIAUX, STOCKAGES ET MISES EN OEUVRE

MATERIAUX

Il ne sera prévu que des matériaux traditionnels ou des matériaux non traditionnels ayant fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B ou d'une enquête spécialisée d'un bureau de contrôle et acceptés en garantie par le S.T.FC

RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES

Toutes démarches ou déclarations auprès des services d' ELECTRICITE DE FRANCE, GAZ DE FRANCE, FRANCE TELECOM, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville, etc. sont à la charge de l'entreprise, y compris les travaux demandés par ces mêmes services pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation.

Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces Services sont à la charge de l'entreprise.

PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les installations du chantier propres à chaque entreprise, y compris baraques de chantier, hangars de stockage, etc.
- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- Si le CCTP le prévoit, l'établissement et la fourniture en trois exemplaires des plans de récolement des ouvrages exécutés selon les prescriptions du maître d'oeuvre,
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invitée par l'architecte
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invitée par le maître de l'ouvrage

PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT

PLANS DE RECOLEMENT

Après exécution de ses travaux, l'entrepreneur de chaque lot technique devra remettre au Maître d'Ouvrage trois tirages d'un dossier complet des ouvrages exécutés, y compris notice descriptive de fonctionnement des équipements.

CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en oeuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

TROUS, SCHELLEMENT ET MENUS OUVRAGES

L'entreprise de maçonnerie doit prévoir toutes les incorporations au gros oeuvre. Elle réserve, à ses frais, tous les percements, passages pour bâtis, huisserie, dormants, scellements, etc., pratiqués dans le gros oeuvre pour les ouvrages des lots secondaires. De même, elle doit la mise en place au coulage de ses

ouvrages, des taquets, tasseaux, fourrures, etc., selon les indications fournies par titulaires des différents lots.

Les demandes de réservation devront parvenir à l'entreprise de maçonnerie une semaine avant la date prévue pour la réalisation des ouvrages de gros œuvre, faute de quoi les travaux seront réalisés après coup en régie aux frais de l'entreprise concernée.

Les entrepreneurs du second oeuvre doivent tous les percements qui leurs seront nécessaires dans les autres matériaux que ceux constituant le gros œuvre. Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutrements, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître d'oeuvre.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître de l'ouvrage.

CONTROLE INTERNE

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en oeuvre. Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché ;

- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;

- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;

- au niveau de la fabrication et de la mise en oeuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art ;

- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata.

Ces réparations ou remises en état, quoique étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

NETTOYAGES ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS

Au cours des travaux, le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant. Chaque entrepreneur est chargé de l'enlèvement de ses gravois, chaque fois que leur volume l'exigera ou à la demande du maître d'oeuvre ou du maître de l'ouvrage. Il doit le nettoyage parfait des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

En fin de travaux, les nettoyages définitifs seront faits par l'entreprise de peinture.

GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.